

Violente répression à Bujumbura

● Comme on le redoutait, le parti au pouvoir au Burundi, le CNDD-FDD, a annoncé samedi, à la suite d'un congrès éclair, la candidature du président sortant à la présidentielle du 26 juin.

● Comme un troisième mandat est interdit par l'Accord de paix d'Arusha, des manifestations de protestation ont eu lieu dimanche, violemment réprimées.

● On déplore deux morts par balles, des blessés et des arrestations.

Contre un troisième mandat et la distribution d'armes

Lors d'un congrès éclair, samedi, le parti au pouvoir au Burundi depuis 2005, le CNDD-FDD, a désigné le président sortant Pierre Nkurunziza pour le représenter à la présidentielle du 26 juin, bien qu'un troisième mandat lui soit interdit par l'Accord de paix d'Arusha (2000), qui avait mis fin à la guerre civile (voir "LLB" du 25 avril).

Le congrès de samedi a également resserré les rangs autour du chef de l'Etat en éliminant de l'organe suprême du parti, le Conseil des sages, deux "frondeurs" (cadres opposés au troisième mandat) et deux membres soupçonnés de l'être, le président de l'Assemblée nationale, Pie Ntavyohanyuma, et le deuxième vice-président de la République, Gervais Rufyikiri.

Distribution d'armes à la milice

Quelque 300 organisations de la société civile et des partis politiques d'opposition ont appelé à manifester dimanche à la fois contre le troisième mandat et contre la distribution d'armes "à une partie de la population contre une autre", nous a indiqué Léonce Ngendakumana, de la coalition d'opposition ADC-Ikibiri. Depuis des mois est dénoncé l'armement d'une milice pro-présidentielle, constituée de certains éléments de la Ligue des jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure.

Selon les différentes sources que nous avons interrogées, la police a tiré des gaz lacrymogènes et à balles réelles sur les manifestants. Il y aurait deux morts et plusieurs blessés. L'opposition affirme que des miliciens Imbonerakure étaient "mêlés à la police" pour réprimer les protestataires à Musaga (sud de la capitale) et se battaient contre des jeunes à Buterere, dans la populaire banlieue nord, dimanche après-midi.

Agathon Rwasa, principal rival du président Nkurunziza, du parti FNL, a indiqué à "La Libre Belgique" que le porte-parole de la coalition FLN-Uprona, François Nzimana, avait été "enlevé dans un cabaret et Abraham Nitunga, membre de notre bureau politique, arrêté loin de toute manifestation".

Des policiers ont également été blessés par des jets de pierres par des manifestants.

Une armada de policiers venue avec trois ministres (Intérieur, Sécurité publique et Communication) fermer la très populaire Radio Publique Africaine (RPA, proche de l'opposition et connue pour ses dénonciations de la corruption) ont dû y renoncer en rai-

son de la foule venue faire rempart de son corps au bâtiment de la radio.

Le ministre de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, a accusé les manifestants de "soulèvement". Les autorités burundaises avaient déjà qualifié ainsi les manifestations organisées la semaine dernière contre la prévisible candidature du président sortant.

"La loi dit qu'il faut déclarer son intention de manifester quatre jours à l'avance aux autorités administratives, en mentionnant les noms du comité organisateur, l'objet et l'itinéraire de la manifestation, ainsi que le nombre de personnes at-

tendues", nous avait déclaré le ministre Nduwimana mardi dernier. "Or ces manifestations n'ont pas été annoncées. C'est donc plutôt un soulèvement."

Pourquoi des manifs non annoncées?

"Depuis 2010, à chaque fois que nous avons annoncé une manifestation – pour différents sujets – ce droit nous a toujours été refusé pour une raison ou une autre", nous répondait la semaine dernière Léonce Ngendakumana, de la coalition d'opposition ADC-Ikibiri. "Cela a été la même chose pour la société civile, quand elle voulait manifester contre la vie chère.

Et aujourd'hui, annoncer qu'on est contre le troisième mandat, c'est être candidat à

la mort", ajoute cet homme pondéré.

Et de rappeler la récente sortie du nouveau porte-parole du parti au pouvoir, Gelase Ndabirabe, "regrett(ant) le temps où tout couac dans l'unanimisme prévalant dans les rangs du maquis était sanctionné par la mort", selon les mots du journal "Iwacu". Il y a une quinzaine de jours, des partisans du chef de l'Etat autorisés, eux, à manifester, ont scandé qu'ils "lessiveraient" les opposants au troisième mandat. "Lessiver" est un mot très fort en kirundi, équivalent de "battre comme plâtre".

"Quand on manifeste, si l'on donne le parcours, il y a toujours des jeunes de la milice" pro-présidentielle Imbonerakure, dénoncée par l'Onu, "qui nous attendent à un point ou un autre, prêts à nous tabasser", avait ajouté, de son côté, Jean Minani, chef du Frodebu-Nyakuri et député de Kirundo.

"Et la police n'intervient pas contre eux. Même quand on annonce une simple réunion de parti dans les collines, l'administrateur communal vous dit non parce qu'il y a justement une réunion du CNDD-FDD ce jour-là au même endroit. Et quand les Imbonerakure attaquent nos militants qui se rendent quelque part, ce sont les nôtres qui sont condamnés parce qu'ils se sont défendus..."

Marie-France Cros

"A chaque fois que nous avons annoncé une manifestation, ce droit nous a toujours été refusé."

LÉONCE NGENDAKUMANA

Le bilan du CNDD-FDD qui, souvent, se saborde

Marie-France Cros
Envoyée spéciale au Burundi

En dix ans de pouvoir CNDD-FDD, quels sont les acquis engrangés par le Burundi ?

1 La paix et la stabilité. Mais c'est un acquis de l'Accord d'Arusha (2000), texte fondateur dont le président Pierre Nkurunziza veut se débarrasser parce qu'il lui interdit un troisième mandat présidentiel. Ce texte fixe les principes de la Constitution post-transition et prévoit des quotas pour les minorités ethniques afin d'empêcher leur exclusion, une crainte qui avait mené à la guerre civile à partir de 1993.

Ce principal acquis de l'ère Nkurunziza est sapé, depuis quelques mois, par des déclarations d'autorités CNDD-FDD indiquant que la tension politique actuelle est due aux manœuvres de Tutsis cherchant à re-

prendre le pouvoir aux Hutus. Les Tutsis sont très présents dans la société civile faute d'espace dans la politique ou de postes de fonctionnaires, auxquels on n'a accès qu'en étant membre du CNDD-FDD; mais de nombreux Hutus sont également engagés dans la société civile.

Enfin, les tensions ethniques sont attisées par la question foncière. Une

Commission nationale des terres et autres biens a été créée sur une base non consensuelle. Pour le régime Nkurunziza, elle doit restituer aux Hutus les terres qui leur ont été confisquées par les régimes militaires tutsis en place jusqu'en 1993, bien que les "occupants" soient en réalité très souvent des Hutus.

2 La gratuité de l'enseignement primaire. "Il faut rendre hommage au Président et à son parti pour avoir mis l'accent sur l'enseigne-

ment universel", nous dit M^{re} Evariste Ngoyagoye, archevêque de Bujumbura. Le président Nkurunziza a lancé en personne la construction de nombreuses écoles primaires (et centres de santé) par la population. Aujourd'hui, 80% des enfants vont à l'école. "Mais l'enseignement, ce n'est pas seulement des bâtiments, poursuit le prélat. Les enseignants sont si mal payés qu'ils sont souvent en grève. Les classes ont de 80 à 100 élèves. La qualité a beaucoup baissé."

Selon un frondeur du CNDD-FDD, en outre, des réformes sont annoncées sur décision du chef de l'Etat, mais aucun programme n'est rédigé "ni par le parti, ni par le gouvernement, ni par les syndicats d'enseignants. On dit à ces derniers que, dorénavant, ils enseigneront 'l'entreprenariat', l'anglais et le swahili, mais ils ne reçoivent pas de programme ni de formation ad hoc".

3 La gratuité des soins pour les enfants jusqu'à 5 ans et pour les femmes enceintes et qui accouchent.

Cette décision a permis la diminution de la mortalité infantile. Mais l'Etat ne rembourse pas les hôpitaux et centres de santé (*"sauf les établissements de soins privés appartenant à ses proches"*, dit un frondeur), ce qui pourrait entraîner une prochaine faillite du système de santé, craignent des observateurs.

4 Une plus grande liberté de parole.

Elle n'est signalée par aucun de nos interlocuteurs mais elle est très visible pour celui qui a connu le Burundi d'avant la guerre civile et pendant celle-ci, quand deux personnes seules au milieu d'un jardin parlaient tout bas de politique,

par crainte de la répression. Aujourd'hui les Burundais parlent politique au restaurant, baissant un peu le ton s'ils critiquent les autorités, même si la répression est forte contre les journalistes et ONG qui dénoncent des scandales. *"En 2009, on a supprimé la peine de mort. Mais les exécutions extrajudiciaires et les disparitions restent une réalité dont on ne parle pas assez parce qu'il est très dangereux de le faire"*, nous dit un prêtre.

Au CNDD-FDD, on en parle, mais a contrario. Interrogé par *"La Libre Belgique"* sur ce qu'il regrettait le plus de ne pas avoir fait en dix ans de pouvoir, le porte-parole du président Nkurunziza, Willy Nyamitwe, répond: *"Ne pas avoir professionnalisé la presse. Le Président voulait une presse indépendante au service de tous les Burundais [...] Or, seule la presse officielle couvre les activités officielles; la presse privée ne vient jamais, elle couvre les activités de l'opposition."*

Même réponse chez le président du parti au pouvoir, Pascal Nyabenda: *"Les gens ont mal exploité la liberté d'expression, ils ont cru que c'était une façon de diaboliser le parti."* Son vice-président, Joseph Ntakirutimana, résume la crise provoquée par le troisième mandat par un problème de *"communication"*. *"Contrairement à nos adversaires, nous n'avons pas su communiquer avec la communauté internationale."*